

Objet : Approbation du contrat d'abonnement au site de veille juridique – IDCITE - 2026

DECISION N°021-2026
(1.4 Autres contrats)

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES,

Vu le Code général des collectivités territoriales, particulièrement les articles L5211-9 relatif au Président et L5211-10 relatif au bureau ;

Vu le Code de la commande publique, notamment les articles L2120-1 relatif au choix de la procédure de passation, L2122-1 relatif aux marchés passés sans publicité ni concurrence et R2122-1 à R2122-9-1 relatifs aux marchés passés sans publicité ni mise en concurrence en raison de leur montant ou de leur objet, dont l'article R2122-8 relatifs aux achats de moins de 40 000€ HT ;

Vu l'arrêté préfectoral n°20191410-B3-002 en date du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté de communes Beaucaire Terre d'Argence ;

Vu la délibération n° 20-031 du 4 juin 2020 donnant délégation de pouvoir du Conseil au Président ;

Vu le contrat proposé par ID CITE, tel que ci-annexé ;

Considérant la volonté de la communauté de communes Beaucaire Terre d'Argence, dans le cadre de l'exercice de ses missions, de se doter d'une veille juridique,

DECIDE

Article 1 : De conclure le contrat d'abonnement multipostes avec bulletin quotidien de veille juridique et accès à l'espace abonnés, avec la société ID CITE, sise 31 Route de Rigny – 71130 GUEUGNON (SIRET 517 865 101 00029), représentée par Monsieur SENTUBERY Serge, Gérant.

Article 2 : L'abonnement est souscrit pour l'année 2026.

Article 3 : Pour un coût annuel de 208.33€HT, soit 250€TTC pour la durée du contrat.

Article 4 : D'inscrire et répartir les dépenses au budget en cours comme suit :

Budget	Chapitre	Montant (HT)
Siège	011	208,33

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte en prochaine session du Conseil Communautaire.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes ou via www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication ou sa notification.



Le Président,

Juan MARTINEZ.

ID CITE

SIRET : 517 865 101 00029

Votre interlocuteur

SENTUBERY SERGE Gérant

e-mail : abonnements@idcite.com

Adresse de facturation

CC BEUCAIRE TERRE D'ARGENCE
1 AVENUE DE LA CROIX BLANCHE
30300 BEUCAIRE

Vos références : CC BEAU-C-201-055103

SIRET : 243 000 585 00105

TVA Intracom : FR13243000585

DEVIS LICENCE 2026

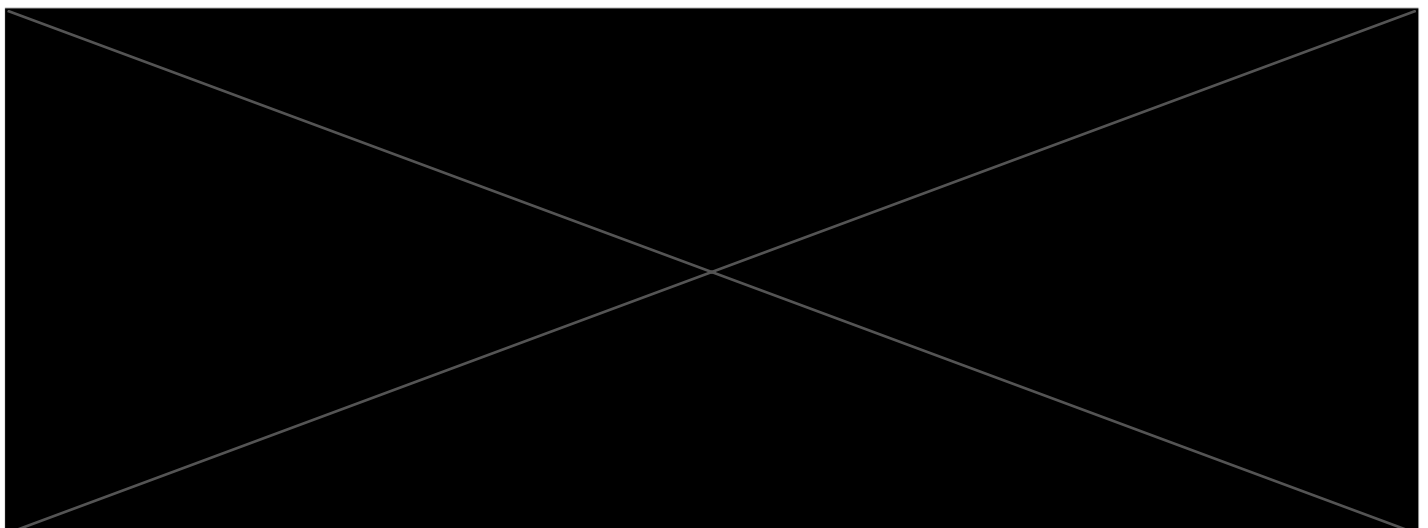
MISE EN PLACE DES SERVICES POUR UN AN

Devise EUR

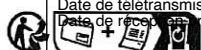
Désignation	P.U. HT	Qté	Total HT	TVA
LICENCE 250 "Abonnement multipostes année 2026 Licence forfaitaire unique quel que soit le nombre d'utilisateurs Bulletin quotidien de veille juridique et d'informations professionnelles directement sur les boites mails 1/ L'actualité juridique du jour 2/ Les infos spécifiques RH 3/ Une veille documentaire 4/ L'actualité du jour (Parlement, Ministères...) Accès individuels à l'espace abonnés (informations du jour, archives, moteur de recherche...) https://www.idcite.com " Type : Service	208,33	1,00	208,33	20,00%

	Taux	Base HT	Montant TVA
Normal	20 %	208,33	41,67

TOTAL HT 208,33 EUR
 Montant TVA 41,67 EUR
 TOTAL TTC 250,00 EUR



Accusé de réception en préfecture
030-243000585-20260211-021-2026-CC
Date de télétransmission : 11/02/2026
Date de réception en préfecture : 11/02/2026



Société à responsabilité limitée : ID CITE - 31 ROUTE DE RIGNY - 71130 GUEUGNON
Capital social : 1000 EUR - Code APE : 5814Z - TVA Intracom : FR53517865101

Délai de validité du devis : 31/01/2026

Si ce devis vous convient, vous pouvez (au choix ou simultanément)

Le retourner signé avec la mention : "Bon pour accord".
abonnements@idcite.com

--> Si nécessaire compléter les indications ci-dessus (N°eng. / Code serv.)

et/ou Compléter le bon de commande électronique au lien ci-dessous
https://www.idcite.com/forms/ID-CiTe-Licence-forfaitaire_f19.html

et/ou Expédier votre bon de commande en pièce jointe

Date : 11 FEV. 2026

Signature :




Accusé de réception en préfecture
030-243000585-20260211-021-2026-CC
Date de télétransmission : 11/02/2026
Date de réception en préfecture : 11/02/2026



Société à responsabilité limitée : ID CITE - 31 ROUTE DE RIGNY - 71130 GUEUGNON
Capital social : 1000 EUR - Code APE : 5814Z - TVA Intracom : FR53517865101

Objet : Acceptation d'un sous-traitant avec paiement direct TORRIBAT / Marché n°2025-08-22
« Construction des ateliers-relais » à Jonquières Saint Vincent

DECISION N° 022-2026
(1.1 Marchés Publics)

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES,

- Vu** l'article 283 du Code Général des Impôts relatif aux redevables de la taxe sur la valeur ajoutée ;
- Vu** le Code de la commande publique, notamment les articles L2193-1 à 2193-14 et R2193-1 à R2193-22 relatifs à la sous-traitance ;
- Vu** le Code général des collectivités territoriales, particulièrement les articles L5211-9 relatif au Président et L5211-10 relatif au bureau ;
- Vu** l'arrêté n°20191410-B3-002 en date du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté de communes Beaucaire Terre d'Argence ;
- Vu** la délibération n° 20-031 du 4 juin 2020 donnant délégation de pouvoir du Conseil au Président ;
- Vu** la délibération N°B-25-040 du 3 novembre 2025 relative à l'attribution des 17 lots du marché n° 2025-08-22 ayant pour objet « Construction des ateliers-relais » sur la commune de Jonquières Saint Vincent (30), particulièrement le lot n°1 « Gros œuvre » à son titulaire l'entreprise EBI CONSTRUCTION, pour un coût de 350 000€HT ;
- Vu** la notification du lot n°1 « Gros œuvre » à son attributaire, l'entreprise EBI CONSTRUCTION, en date du 20 novembre 2025 ;
- Vu** l'ordre de service N°1, d'un montant de 350 000 €HT, prescrivant le début des travaux 19 janvier 2026 pour une durée de 14 mois, composé d'une période de préparation de 1 mois (4 semaines) et de 13 mois d'exécution, notifié le 15 janvier 2026 ;
- Vu** le formulaire DC4 tel que ci-annexé ;

Considérant les travaux contenus dans le lot n°1 « Gros œuvre » et le besoin de sous-traiter une partie des prestations de « Réalisation de fondation – coffrage de longrine – réalisation des murs en béton » ;

DECIDE

Article 1 : D'accepter la sous-traitance par l'entreprise EBI CONSTRUCTION des travaux de « Réalisation de fondation – coffrage de longrine – réalisation des murs en béton » à la société TORRIBAT, LDA, représentée par Monsieur Filipe TORRE, Gérant, pour un coût de 5 000€HT et une durée de 1 mois ;

Article 2 : D'approuver le paiement direct du sous-traitant ;

Article 3 : D'approuver la répartition financière correspondante telle que présentée ci-dessous :

Lot n°01

Entreprises	Répartition initiale €HT	DC4	Nouvelle répartition €HT
Titulaire EBI CONSTRUCTION	340 000,00		335 000,00
Sous-traitant ILBAT (Décision n°018-2026)	10 000,00		10 000,00
Sous-traitant TORRIBAT		5 000,00	5 000,00
TOTAL	350 000,00		350 000,00

Accusé de réception en préfecture
030-243000585-20260211-022-2026-CC
Date de télétransmission : 11/02/2026
Date de réception préfecture : 11/02/2026

Article 4 : D'inscrire et répartir les dépenses au budget en cours comme suit :

Budget	Opération
Principal	9123

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision dont il sera rendu compte en prochaine session du Conseil Communautaire.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Nîmes ou via www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication ou sa notification, en vertu des dispositions du Code de justice administrative.



Le Président,

Juan MARTINEZ.



MARCHES PUBLICS DECLARATION DE
SOUS-TRAITANCE²

DC4

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à l'acheteur soit au moment du dépôt de l'offre – en complément des renseignements éventuellement fournis dans le cadre H du formulaire DC2 – soit en cours d'exécution du marché public.

Il est rappelé qu'en application du code de la commande publique, et notamment ses [articles L. 1110-1](#), et [R. 2162-1 à R. 2162-6](#), [R. 2162-7 à R. 2162-12](#), [R. 2162-13 à R. 2162-14](#) et [R. 2162-15 à R. 2162-21](#) (marchés publics autres que de défense ou de sécurité), ainsi que [R. 23612-1 à R. 2362-6](#), [R. 2362-7](#), [R. 2362-8](#), [R. 2362-9 à R. 2362-12](#), et [R. 2362-13 à R. 2362-18](#) (marchés de défense ou de sécurité), le vocable de « marché public » recouvre aussi les marchés de partenariat et les marchés de défense ou de sécurité ainsi que les marchés subséquents et les marchés spécifiques, indépendamment des techniques d'achats utilisées (accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, concours, systèmes d'acquisition dynamiques, catalogues électroniques et enchères électroniques), qu'ils soient ou non soumis aux obligations relatives à la préparation et à la passation prévues par ce code. Dans tous ces cas, le présent formulaire type est utilisable.

A - Identification de l'acheteur

Désignation de l'acheteur :

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante)

**Communauté de Communes de Beaucaire Terre d'Argence
1 Avenue de la Croix Blanche
30300 BEAUCAIRE**

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'[article R. 2191-59](#) du code de la commande publique, auquel renvoie l'[article R. 2391-28](#) du même code (nantissements ou cessions de créances) : *(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie)*

Monsieur Juan MARTINEZ, Président

B - Objet du marché public

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante. Toutefois, en cas d'allotissement, identifier également le ou les lots concernés par la présente déclaration de sous-traitance)

- **CONSTRUCTION DES ATELIERS-RELAIS DE JONQUIERES ST VINCENT**
- **Référence du marché public : N°2025-08-22**
- **Date de notification du marché public : 25/11/2025**
- **Lot 01 : GROS OEUVRE**

² Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

C - Objet de la déclaration du sous-traitant

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

(Cocher la case correspondante)

un document annexé à l'offre du soumissionnaire

un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement (sous-traitant présenté après attribution du marché)

un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D - Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché public

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postales et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

EBI CONSTRUCTION – lot 01 : GROS OEUVRE

Adresse postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

237 Rue Via Agrippa – ZAC du Sagnon – 13690 GRAVESON

Adresse électronique :

contact@ebiconstruction.fr ou c.bresset@ebiconstruction.fr (secrétariat)

Numéros de téléphone et de télécopie :

Tél. : 04.90.39.11.85 ou Portable entreprise :



Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

305 152 456 00029

Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURI association, établissement public, etc.) :

S.A.S

En cas de groupement momentané d'entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

E - Identification du sous-traitant

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresse postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

TORRIBAT, LDA

Adresse postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

RUE DA ALFANDEGA – N°78, 3°
Municipalité : ILE DE MADERE – COMMUNE / : FUNCHAL – 9000 059 - PORTUGAL
Adresse en France : 12 Avenue Eugène Debazac - 13090 AIX EN PROVENCE

Adresse électronique : geral.torribat@gmail.com ET filipectorre@gmail.com

Numéros de téléphone et de télécopie :

Tél. : 07.44.43.55.58 et (+351 912217237)

Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

516467417

Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) et numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d'un centre de formalité des entreprises :

S.A.R.L

Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant :

(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. En MDS, joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant. Pour les autres marchés publics, ce document sera à fournir à la demande de l'acheteur)

Monsieur TORRE Filipe - GERANT

Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la [recommandation de la Commission du 6 mai 2003](#) concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ([Art. R. 2151-13](#) et [R. 2351-12](#) du code de la commande publique) ?

Oui Non

Pour les **marchés de défense ou de sécurité** passés par les services du ministère de la défense uniquement et à condition que le marché concerné soit un marché public de service ou de travaux ou un marché public de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service (article R. 2393-33 du code de la commande publique), le sous-traitant est-il lié au titulaire ?

Oui Non

F - Nature des prestations sous-traitées

(Reprendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance)

Nature des prestations sous-traitées :

REALISATION DE FONDATION – COFFRAGE DE LONGRINE – REALISATION DES MURS EN BETON

Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel (à compléter le cas échéant) :

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :
.....

La durée du traitement est :

La nature des opérations réalisées sur les données est :

La ou les finalité(s) du traitement sont :

Les données à caractère personnel traitées sont : Les

catégories de personnes concernées sont : Le

soumissionnaire/titulaire déclare que :

le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;

le contrat de sous-traitance intègre les clauses obligatoires prévues par l'article 28 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

Dans les **marchés de défense et de sécurité**, lieu d'exécution des prestations sous-traitées :

G - Prix des prestations sous-traitées

Montant des prestations sous-traitées :

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA :
- Montant HT :
- Montant TTC :

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant du 2^{nonies} de l'article 283 du code général des impôts :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire) : ...20.00 %.
- Montant hors TVA : **5 000.00 € HT**

Modalités de variation des prix : PRIX FERMES

NEANT

Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct (article R. 2193-10 ou article R. 2393-33 du code de la commande publique) :
(Cocher la case correspondante.)

Oui Non

H - Conditions de paiement

Compte à créditer :

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

C.I.C – RIB JOINT

Nom de l'établissement bancaire : Numéro de

compte :

Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance : NEANT

(Cocher la case correspondante.)

Oui Non

I – Durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois

(Nota : Si la durée indiquée dans le contrat de sous-traitance ne correspond pas à un nombre entier, arrondir au nombre entier supérieur. Ex : 20 jours = 1 mois, 1 mois et 2 semaines = 2 mois, etc.)

La durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois est de : **1 MOIS**

J - Capacités du sous-traitant

(Nota : Sauf pour les marchés de défense et de sécurité (MDS), ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l'acheteur les exige et qu'ils n'ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2)

J1 - Récapitulatif des informations et renseignements (marchés publics hors MDS) ou des pièces (MDS) demandés par l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

- K-BIS
- ATTESTATION URSSAF
- ATTESTATION FISCALE
- ATTESTATION CAISSE DE RETRAITE
- ATTESTATIONS ASSURANCES CIVILE ET DECENNALE
- ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Dossier fourni en PJ

J2 - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'article R. 2343-14 ou de l'article R. 2343-15 du code de la commande publique) :

Adresse internet :

Renseignements nécessaires pour y accéder :

K - Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des exclusions de la procédure

K1 - Le sous-traitant déclare sur l'honneur (*):

- a) dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique (**);
- b) dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique.

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'exclusion, cocher la case suivante :

(*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#), aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) ou aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

(**) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

K2 – Documents de preuve disponibles en ligne (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'[article R. 2343-14](#) ou de l'[article R. 2343-15](#) du code de la commande publique) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

Adresse internet :

Renseignements nécessaires pour y accéder

L - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public

(Cocher les cases correspondantes.)

1^{ère} hypothèse La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,
OU
 une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

2^{ème} hypothèse La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'article R. 2193-22 ou à l'article R. 2393-40 du code de la commande publique, qui est joint au présent DC4 ;

OU

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :

- soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
- soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

M - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant

(Nota : Lorsque le DC4 est fourni durant la procédure de passation du marché en annexe de l'offre du soumissionnaire, il appartient à ce dernier de vérifier si, dans le cadre de la procédure concernée, la signature de ce formulaire est ou non exigée par l'acheteur à ce stade ; si le DC4 n'a pas été signé, l'acheteur, une fois le marché attribué, renvoie au titulaire le DC4 complété afin que ce dernier le retourne signé de lui-même et de son sous-traitant. L'acheteur pourra alors notifier au titulaire le marché, auquel sera annexé ce document, ce qui emportera agrément et acceptation des conditions de paiement du sous-traitant).

A Funchal , le 23/01/2026

A *Chancelon* , le 19/01/2026

Le sous-traitant :
(personne identifiée rubrique E du DC4)

Le soumissionnaire ou le titulaire :
(personne identifiée rubrique C1 du DC2)

TORRIBAT
(ZONA FRANCA DA MADEIRA)
Rua Ja Allan dega, nº 78, 3º
9700-053 Funchal
NIPC: 616 167 417

EBI CONSTRUCTION
237 Rue Van Grappa - ZAC du Sagnon
390 BRAVES
1000 €
SIRET 305 152 401 0001 agréé ses conditions de

Le représentant de l'acheteur, compétent pour signer le marché public, accepte l'attribution du marché public et accepte l'attribution du marché public, agréé ses conditions de paiement.

A *Beaucaire* , le 11 FEV. 2026

Le représentant de l'acheteur :



N - Notification de l'acte spécial au titulaire.

(Une copie de l'original du marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial, doit être remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct par l'acheteur public.)

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :
(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A _____, le

Date de la dernière mise à jour : 12/10/2023.